

## **Association IRES**

### **Institut de Recherches Économiques et Sociales**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

---

#### **Rapports du commissaire aux comptes**

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2024

**Association IRES**

16, boulevard du Mont d'Est  
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

*Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Association IRES**

*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024*

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont notamment consisté à apprécier les règles et principes comptables retenus pour établir les comptes ainsi que les informations données dans l'annexe des comptes annuels sur les études de l'agence d'objectif en cours à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**Association IRES**

*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Paris, le 2 juin 2025*

Le commissaire aux comptes

**F.-M. RICHARD & Associés**



Xavier HUAULT-DUPUY

## Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	24 230	24 230		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	485 453	461 543	23 909	33 270
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres participations	202 500		202 500	202 500
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 638		11 638	11 638
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>723 821</b>	<b>485 773</b>	<b>238 047</b>	<b>247 408</b>
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	60 586		60 586	13 263
Autres	155 506		155 506	184 070
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	2 250 000		2 250 000	1 300 000
<b>Instruments de trésorerie</b>				
Disponibilités	567 584		567 584	1 403 026
Charges constatées d'avance	51 182		51 182	49 394
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 084 859</b>		<b>3 084 859</b>	<b>2 949 753</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 808 679</b>	<b>485 773</b>	<b>3 322 906</b>	<b>3 197 161</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2024	Du 01/01/2023
	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaire		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaire		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
- Légale		
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles	133 689	109 342
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-111 824</b>	<b>24 347</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>21 865</b>	<b>133 689</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges	65 072	55 819
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>65 072</b>	<b>55 819</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
- Auprès des établissements de crédit	349	192
Emprunts et dettes :		
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	409	619
- Fournisseurs et comptes rattachés	168 176	128 594
Dettes :		
- Fiscales et sociales	493 131	484 612
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 553 331	2 350 115
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	20 573	43 520
<b>EMPRUNTS ET DETTES</b>	<b>3 235 969</b>	<b>3 007 653</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 322 906</b>	<b>3 197 161</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
- De biens				
Production vendue :				
- De services	250 276	79 974	330 250	354 163
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>250 276</b>	<b>79 974</b>	<b>330 250</b>	<b>354 163</b>
- Stockée				
Production :				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			2 779 303	2 779 303
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			14 341	13 725
Autres produits			6 086	7 500
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>3 129 981</b>	<b>3 154 691</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			24 955	27 473
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			531 272	501 587
Impôts, taxes et versements assimilés			129 573	114 950
Salaires et traitements			1 108 721	1 028 197
Charges sociales			474 521	433 263
- Amortissements sur immobilisations			10 946	9 955
- Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux :				
- Dépréciations sur actif circulant			9 253	7 554
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			1 031 406	1 031 406
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>3 320 645</b>	<b>3 154 385</b>
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-190 664</b>	<b>307</b>
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			76 484	24 041
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>76 484</b>	<b>24 041</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>76 484</b>	<b>24 041</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>			<b>-114 180</b>	<b>24 347</b>



## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	3 000	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>3 000</b>	
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	644	
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>644</b>	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>2 356</b>	
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 209 465</b>	<b>3 178 732</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 321 289</b>	<b>3 154 385</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>-111 824</b>	<b>24 347</b>

## Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3 322 906 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -111 824 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

#### Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC 2018-06 modifié du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices

**Informations générales et description de l'activité**

L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) est une association de Loi 1901 au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs qui a été créé en 1982. Sa fonction est de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale (emploi, relation professionnelle, revenus, protection sociale, travail). A travers son expertise, l'IRES apporte des éléments d'appréciation et d'analyse sur l'ensemble des questions économiques et sociales nationales, européennes et internationales qui intéressent les organisations syndicales. Pour cela, l'IRES mène essentiellement deux types de travaux : des recherches et des analyses développées par son équipe de chercheurs et des études de recherche propres à chaque organisation syndicale, regroupés au sein de l'Agence d'objectifs (AO). Les projets et les bilans de ces travaux sont présentés et adoptés en Assemblée Générale après avis d'une Commission Scientifique. Pour permettre de valoriser ses travaux, l'IRES anime un site internet et plusieurs publications qui accueillent des travaux de recherche d'horizons et de disciplines variés : la Chronique Internationale de l'IRES et La Revue de l'IRES. L'IRES contribue ainsi à éclairer le débat social par des analyses et approches comparatives rigoureuses et à participer au dialogue social. Pour assurer ses missions, l'IRES est financé principalement par une subvention publique de l'État et, dans une moindre mesure, par des conventions de recherche. L'IRES comprend un centre de documentation, un pôle administratif de soutien à la recherche et de services généraux et d'une équipe de recherche pluridisciplinaire comprenant des économistes, des statisticiens, des sociologues, des historiens et des politistes. L'Assemblée générale de l'IRES est composée de personnalités du monde syndical, de représentants du Premier ministre et de personnalités qualifiées.

**Evènements significatifs de l'exercice**

Le nouveau règlement intérieur adopté en avril 2023 et de son avenant d'avril 2024 visant à améliorer le fonctionnement de l'Agence d'objectifs (AO) a permis une forte accélération des rendus des études de l'AO. En effet, 26 études ont été rendues en 2024 contre, généralement, une quinzaine par an.

De plus, la commission scientifique (CS) a été renforcée via une augmentation du nombre de ses personnalités scientifiques afin d'assurer de nouvelles missions en rendant dans un premier temps des avis sur les rapports définitifs des études de l'AO rendus en 2024.

Un chercheur en CDI a quitté l'IRES à compter d'octobre 2024.

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO) 2024, aucune mesure salariale n'a été proposée.

**Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture**

À la suite de l'accord collectif relatif à la durée, l'aménagement et l'organisation du temps de travail, le personnel scientifique et celui de direction cadre ont la possibilité d'opter pour le forfait jours à compter du 1er janvier 2025.

La CS rend pour la 1ère fois des avis sur les projets d'études des organisations syndicales relevant de l'AO 2025.

**Immobilisations corporelles et incorporelles :**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

**Créances et dettes :**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Subventions**

Le montant des subventions comptabilisées au 31/12/2024 s'élève à 2 779 303 € provenant de l'état.

**Engagements de retraite**

Les indemnités de fin de carrière (IDR) sont provisionnées comme suit :

Age de départ à la retraite : 64 ans

Taux d'actualisation : 2 %

Taux d'évolution des salaires : 2 %

Taux de rotation moyen sur 3 ans : 3.17 %

Le montant total des IDR ainsi calculé et comptabilisé est de 65 072 €.

**Changements de méthodes**

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

**Informations relatives aux comptes de bilan**

- Provisions pour compte épargne temps**

Concernant le compte épargne temps, le personnel a la possibilité de placer des jours restant dus au titre de congés ou RTT en compte épargne temps. L'association provisionne dans ces comptes le CET.

Le compte épargne temps au 31 décembre 2024 s'analyse de la façon suivante :

Exercice	2024	2023
Nombre de jours	688	673
Nombre de salariés	21	21
Montant charges comprises	229 718 €	219 505 €

- **Autres dettes**

Toutes les dettes sont valorisées à leur valeur nominale, elles sont constituées des dettes vis-à-vis des membres au titre de l'Agence d'objectifs :

Créditeurs	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2022
CGT	658 566 €	588 273 €	399 252 €
CFDT	372 437 €	336 908 €	297 598 €
CGT-FO	548 197 €	643 169 €	515 275 €
CFTC	294 915 €	233 481 €	149 469 €
UNSA Education	311 499 €	272 948 €	156 847 €
CFE-CGC	258 054 €	207 958 €	131 849 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 443 669 €</b>	<b>2 282 737 €</b>	<b>1 650 290 €</b>

	Etudes de l'Agence d'objectifs en cours		Dont celles de plus de 5 ans	
Organisation Syndicale	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
CGT	15	17	0	3
CFDT	7	8	0	0
CGT-FO	15	22	4	7
CFTC	6	7	0	1
UNSA Education	11	11	0	1
CFE-CGC	9	8	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>	<b>73</b>	<b>4</b>	<b>12</b>

#### Informations relatives au compte de résultat

- **Produits**

L'IRES est financé principalement par une subvention accordée par le Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, service du Premier ministre. Elle s'élève à 2 779 303 € au titre de l'exercice 2024, comme en 2023. L'IRES dispose également de ressources contractuelles (conventions de recherches...) dont le montant s'est élevé à 330 250 € au titre de l'exercice 2024, contre 354 163 € en 2023.

- **Charges**

La charge placée sous la rubrique "Agence d'objectifs" correspond aux versements effectués par l'IRES, conformément à ses statuts, à ses membres, organisations syndicales de l'Institut, pour la réalisation d'études et de recherches.

En application de l'article 18 des statuts modifiés en Assemblée Générale extraordinaire du 14/12/2017, le bureau de l'IRES décide du pourcentage de la subvention Premier ministre à octroyer aux études de l'Agence d'objectifs. Ce pourcentage est compris entre 40 % et 50 %. La procédure relative à l'agence d'objectifs a été revue lors de l'Assemblée Générale d'avril 2023 et peut être résumée :

- Sur la base des projets qui lui sont soumis, l'Assemblée Générale approuve les études, ce qui permet au bureau et à la direction d'établir une convention entre l'IRES et l'organisation syndicale, et de verser en trois fois le montant de l'étude, conformément à l'avenant au règlement intérieur approuvé en Assemblée Générale d'avril 2023 :

- 40 % à la signature de la convention de recherche entre l'organisation syndicale (OS) et le laboratoire
- 30 % à la remise d'un rapport intermédiaire qui doit être validé par le directeur de l'IRES
- Solde de 30 % à la remise du rapport définitif et après obtention du certificat de conformité de l'IRES.

- Chaque projet conventionné donne lieu lors de sa finalisation à une publication diffusée à l'ensemble des membres de l'Assemblée Générale, entrée dans le fonds documentaire et mise en ligne sur le site internet de l'IRES.
- Le Directeur Général atteste de la conformité de l'étude avec le projet approuvé en Assemblée Générale.

La réception de la version définitive de l'étude permet le déblocage des 30% restant.

- En outre, le Directeur Général établit un rapport global de conformité rendant compte de l'état d'avancement des projets conventionnés les années précédentes sur ces travaux. Ce rapport est présenté à l'Assemblée Générale.

Il n'entre pas dans les moyens et la vocation de l'IRES de se substituer aux organisations syndicales pour contrôler les dépenses mises en œuvre pour la réalisation des études ou recherches menées par celles-ci dans le cadre de l'Agence d'objectifs. Pour l'exercice 2024, les droits de tirage s'élèvent à 1 031 403 € comme en 2023.

- **Effectif**

<b>Effectif salarié au 31 décembre</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>	<b>2021</b>
Cadres	17	16	15	15
Non Cadres	4	5	4	4
Total	21	21	19	19

L'Association bénéficie de personnel mis à disposition (MAD) par l'administration. Le montant de la subvention indirecte dont a bénéficié l'IRES au cours de l'exercice 2024 s'est élevée à 110 268 € pour une personne, les deux autres MAD étant à titre onéreux.

#### **Charges constatées d'avance**

Elles concernent les charges engagées jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

#### **Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entité à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision par l'entité.

#### **Produits constatés d'avance**

Ils ne concernent que les produits comptabilisés jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

#### **Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association**

Les administrateurs de l'IRES sont tous bénévoles. Par conséquent ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'IRES, sur présentation de justificatifs.

**Rémunérations et avantage en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants**

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantage en nature versé en 2024 aux deux plus hauts cadres salariés s'est élevé à 170 387 €.

**Régime fiscal**

La gestion de l'association étant désintéressée, celle-ci bénéficie du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales relatives aux associations de la Direction Générale des Impôts de 1998 et 1999. Ainsi elle n'est pas assujettie : à l'impôt sur les sociétés de droit commun mais soumise au taux réduit de 24 % pour les revenus des capitaux mobiliers, à la TVA et à la CVAE. En revanche, elle est assujettie à la taxe sur les salaires.

**Régime social**

En l'absence de Convention Collective, les contrats de travail des salariés sont soumis à l'accord classification et rémunération du personnel de l'IRES de décembre 2022 et au règlement de gestion.

**Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal et inscrits en charges s'élèvent à 10 100 €.

**Les locaux**

L'Etat (Commissariat Général à la Stratégie et Prospective - service du Premier ministre) met gratuitement à la disposition de l'Association les locaux sis dans le bâtiment 4 de l'ensemble immobilier MAILLE NORD à NOISY LE GRAND (93). La valeur locative des locaux ainsi mis à la disposition de l'Association est estimée à 260 000 € par an.

**Contributions volontaires en nature :**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de personnel
- Contribution des chercheurs associés
- Bénévolat des membres du bureau, de l'Assemblée générale et de la commission scientifique

Conformément au règlement ANC 2018-06, l'association comptabilise ces dernières « au pied » du compte de résultat pour un montant de 542 789€.

**Disponibilités**

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse, ainsi que les bons qui sont dès leur souscription, remboursables à tout moment. Les soldes des comptes bancaires portés au bilan sont conformes à ceux figurant sur les relevés de banque compte tenu des chevauchements dûment justifiés. La caisse fait l'objet d'un inventaire physique à la clôture de l'exercice.

**Engagements financiers et suretés réelles données et reçues**

Engagements reçus : Néant

Engagements donnés : Néant

## Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions, créances virements
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 230		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>24 230</b>		
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	208 177		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	275 690		1 585
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>483 867</b>		<b>1 585</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	202 500		
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 638		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>214 138</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>722 235</b>		<b>1 585</b>

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival. Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
	Virements	Cessions		
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			24 230	
<b>TOTAL</b>			<b>24 230</b>	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers			208 177	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mob.			277 275	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>			<b>485 453</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations			202 500	
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 638	
<b>TOTAL</b>			<b>214 138</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>723 821</b>	

Commentaires : néant



## Etat des amortissements

	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 230			24 230
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>24 230</b>			<b>24 230</b>

<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	195 194	2 533		197 727
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 605			112 605
Emballages récupérables et divers	142 798	8 412		151 210
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>450 598</b>	<b>10 946</b>		<b>461 543</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>474 828</b>	<b>10 946</b>		<b>485 773</b>

## Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							

<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
--	------------------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

Frais d'émission d'emprunts à évaluer  
Primes de remboursement des obligations

Commentaires : néant

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				

<b>Risques et charges</b>				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	55 819	9 253		65 072
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>55 819</b>	<b>9 253</b>		<b>65 072</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>55 819</b>	<b>9 253</b>		<b>65 072</b>
- D'exploitation		9 253		
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation

Commentaires : néant

## Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	11 638		11 638
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	60 586	60 586	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 330	11 330	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 426	3 426	
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	140 750	140 750	
Charges constatées d'avance	51 182	51 182	
<b>TOTAL</b>	<b>278 912</b>	<b>267 274</b>	<b>11 638</b>

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Commentaires : néant

## Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	349	349		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	168 176	168 176		
Personnel et comptes rattachés	145 842	145 842		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	202 970	202 970		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	144 318	144 318		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	2 553 331	796 397	1 756 934	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	20 573	20 573		
<b>TOTAL</b>	<b>3 235 560</b>	<b>1 478 626</b>	<b>1 756 934</b>	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Commentaires : néant

### Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	349	192
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	356 242	349 478
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	109 662	67 378
<b>TOTAL</b>	<b>466 253</b>	<b>417 048</b>

### Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	349.00	192.00
5181000 Intérêts courus à payer	349.00	192.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	356 242.43	349 478.48
4282100 Provisions s/regul.sal.		3 787.42
4282200 Provision compte épargne temps	145 813.57	140 275.68
4386100 Organ.sociaux à payer (S/regul.sal.		2 144.22
4386200 Organ. sociaux (s/Prov. CIET)	83 904.86	79 229.16
4486000 Etat - charges à payer	126 524.00	124 042.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	109 662.00	67 378.00
4198000 AVOIR A ETABLIR		228.00
4686000 Divers charges à payer	109 662.00	67 150.00
<b>TOTAL</b>	<b>466 253.43</b>	<b>417 048.48</b>

**Produits à recevoir**  
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	27 244	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>27 244</b>	

**Détail des produits à recevoir**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	27 244.43	
4387000 Organismes sociaux à recevoir	11 329.85	
4687000 Divers prod. à recevoir	15 914.58	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>27 244.43</b>	

**Produits et charges constatés d'avance**

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
- D'exploitation	20 573	43 520
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>20 573</b>	<b>43 520</b>

  

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
- D'exploitation	51 182	49 394
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>	<b>51 182</b>	<b>49 394</b>

Commentaires : néant

### Variation des fonds propres art. 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	109 342	24 347			133 689
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	24 347				-111 824
<b>Situation nette</b>	<b>133 689</b>	<b>24 347</b>			<b>21 865</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>133 689</b>	<b>24 347</b>			<b>21 865</b>

Commentaires : néant



## Contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
MISE A DISPOSITION DES LOCAUX	260 000	260 000
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL BENEVOLAT	110 268	110 190
	370 268	370 190
Bénévolat		
MEMBRES DU BUREAU, AG et Commission scientifique	62 659	60 095
CONTRIBUTIONS CHERCHEURS ASSOCIES	109 862	121 292
	172 521	181 387
<b>Total</b>	<b>542 789</b>	<b>551 577</b>
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
MISE A DISPOSITION DES LOCAUX	260 000	260 000
	260 000	260 000
Prestations		
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	110 268	110 190
	110 268	110 190
Personnel bénévole		
MEMBRES DU BUREAU, AG et Commission scientifique	62 659	60 095
CONTRIBUTIONS CHERCHEURS ASSOCIES	109 862	121 292
	172 521	181 387
<b>Total</b>	<b>542 789</b>	<b>551 577</b>

**Association IRES**

16, boulevard du Mont d'Est  
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

*Paris, le 2 juin 2025*

Le commissaire aux comptes

**F.-M. RICHARD & Associés**

  
Xavier HUAULT-DUPUY